



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1069
16 novembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ARABE

Lettre datée du 13 novembre 1998, adressée au Président du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent du Soudan auprès de
l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir une lettre qui vous est adressée par M. Mustafa Osman Ismail, Ministre des relations extérieures de la République du Soudan.

Je vous serais obligé de bien vouloir appeler l'attention des membres du Conseil sur la teneur de la présente lettre et de son annexe et de les faire distribuer comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent

(Signé) Elfatih ERWA

ANNEXE

Lettre datée du 12 novembre 1998, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministère des relations extérieures du Soudan

J'ai l'honneur de me référer aux lettres adressées au Conseil par le Gouvernement soudanais, en date du 21 et 22 août 1998 (S/1998/786 et S/1998/792) et au soutien apporté à ses lettres par le Groupe des États arabes (S/1998/791), le Groupe des États d'Afrique (S/1998/802), le Groupe des États islamiques (S/1998/790), le Mouvement des pays non alignés (S/1998/804), qui ont demandé au Conseil de sécurité d'envoyer une mission d'établissement des faits en vue de vérifier les allégations des États-Unis d'Amérique sur lesquelles s'appuie le Gouvernement américain pour justifier la destruction de l'usine pharmaceutique d'Al-Shifa le 20 août 1998, en violation du droit international et de la Charte des Nations Unies. Je tiens à me référer aussi au projet de résolution que le Groupe arabe a présenté au Conseil sur cette question. Je souhaiterais appeler l'attention du Conseil sur la conférence que M. Thomas Pickering, Sous-Secrétaire d'État aux affaires politiques des États-Unis a donnée le 26 octobre 1998 au Middle East Studies Institute. Il a déclaré que "la demande du Soudan tendant à ce que le Conseil de sécurité envoie une mission d'établissement des faits concernant le bombardement de l'usine a des motifs politiques et est quelque peu cynique car les pluies ont commencé à laver le sol et à éliminer les preuves de l'existence de substances chimiques".

En outre, le représentant des États-Unis d'Amérique à la Sixième Commission de l'Assemblée générale a déclaré le 11 novembre 1998, lors de l'examen par la Commission de la question des mesures visant à éliminer le terrorisme international, que l'usine attaquée n'avait pas été protégée ni isolée à la suite de l'attaque, ce qui rendait impossible toute enquête d'un point de vue scientifique.

J'aimerais à ce propos attirer l'attention du Conseil sur le fait que les États-Unis, qui s'opposent depuis le début à la demande du Soudan, n'ont jamais fait savoir au Conseil dans leurs refus ou leurs discussions officieuses, de près ou de loin, qu'il avait plu et que cela avait éliminé les preuves impliquant l'usine dans la fabrication d'armes chimiques et que le représentant des États-Unis avait proposé que les deux pays s'efforcent de parvenir à une solution bilatérale.

Les déclarations susmentionnées du Sous-Secrétaire général aux affaires politiques et le fait que nous-mêmes, membres du Gouvernement soudanais, n'avons jusqu'à présent pas noté que les Américains souhaitent sérieusement rechercher une solution bilatérale à ce problème, montrent bien que la stratégie des États-Unis à l'égard de cette question vise à tergiverser et à ne pas prendre de mesures afin que nous ne puissions en conséquence exercer notre droit à obtenir justice auprès de la communauté internationale par le biais du Conseil de sécurité, parce que l'accusation ne tiendra plus à cause du temps écoulé et du fait que l'attention de la communauté internationale s'en sera détournée ou encore parce que le Gouvernement américain aura trouvé de nouveaux prétextes pour affaiblir l'accusation, tels que l'allégation susmentionnée ayant trait aux pluies.

/...

Tout cela contraste fortement avec la position sincère de notre gouvernement qui s'est efforcé dès le début de régler la question par les voies politiques et juridiques dans le cadre de la légitimité internationale. C'est ainsi que nous avons présenté notre réclamation au Conseil de sécurité le jour qui a suivi l'agression et que nous avons demandé l'envoi d'une mission d'établissement des faits dans notre lettre datée du 21 août 1998.

L'allégation des États-Unis selon laquelle les pluies auraient tout effacé est du reste ridicule et constitue une injure à l'intelligence d'autrui, particulièrement du fait que le sol de l'usine est recouvert de ciment et qu'il n'y a pas du tout de terre à même d'absorber les prétendus échantillons ou pouvant être lavée par les pluies.

Cette allégation est une nouvelle preuve présentée par les États-Unis eux-mêmes de la faiblesse de leurs allégations concernant la confirmation des résultats des essais du sol qui prouveraient que l'usine produit des précurseurs utilisés dans la protection d'armes chimiques. À ce propos, nous posons la question suivante : le prétendu échantillon en question qui a fait l'objet des examens n'a-t-il pas été exposé aux changements environnementaux et climatiques?

Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement soudanais, rejetant en bloc les explications et les justifications des États-Unis, demande au Conseil de sécurité d'assumer les fonctions qui lui incombent en vertu de la Charte en matière de maintien de la paix et de la sécurité et de dépêcher à cette fin une mission d'établissement des faits au Soudan, comme prévu dans le projet de résolution que le Groupe des États arabes lui a présenté.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Ministre des relations extérieures
de la République du Soudan

(Signé) Mustafa Osman ISMAIL
